



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Service Eau, Environnement, Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par Thierry MONTIGAUD
Tél. : 02.41.86.66.51
Procédure n° 49-2021-00439

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil et notamment son article 640 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne en vigueur ;

Vu la demande reçue en date du 25 novembre 2021 de la SARL PIERRE TURC concernant le site de son exploitation, avec une extension des serres d'une superficie de 1,7 ha, localisé sur le territoire de la commune de Mazé-Milon ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Didier GÉRARD, directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral en vigueur donnant subdélégation de signature en matière administrative à certains agents de la direction départementale des territoires ;

Donne récépissé à : SARL PIERRE TURC
63 Route de Sieches - Mazé
49 630 MAZE-MILON

de sa déclaration au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement.

Les rubriques concernées visées à l'article R.214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0-2°	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du	Déclaration (14,5 ha)	Sans objet

	projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha		
--	--	--	--

Les mesures compensatoires à l'augmentation de l'imperméabilisation par le projet sont les suivantes (pluie décennale) :

Mesures compensatoires	Surface totale collectée (ha)	Débit de fuite (l/s)	Volume total (m ³)
Bassin de rétention/infiltration	1,8	5	350

En application de l'article R.214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité, objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque. En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente décision est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes cedex, par le pétitionnaire dans les deux mois à compter de la notification, et par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Fait à Angers, le 16 décembre 2021

Pour le Préfet et par délégation
Le chef de l'unité protection et Police de l'eau



David MOUSSAY

Service Eau, Environnement, Biodiversité
Unité Protection et Police de l'Eau

Affaire suivie par : Thierry MONTIGAUD
Tél. : 02 41 86 66 51
thierry.montigaud@maine-et-loire.gouv.fr
procédure: 2021-00439

**Le directeur départemental des territoires
à**

SARL PIERRE TURC
63 routes de Sieches
Mazé
49630 MAZE-MILON

Angers, le 16 décembre 2021

Objet : déclaration d'un projet de serres à Mazé-Milon

Par courrier reçu le 25 novembre 2021, vous m'avez transmis le dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement pour votre site d'exploitation et le projet d'extension des serres de 1,7 ha, sur le territoire de la commune de Mazé-Milon.

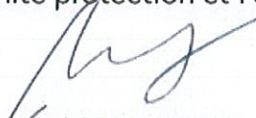
Pour donner suite à votre demande, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le récépissé de déclaration pour ces travaux concernés par la rubrique 2.1.5.0-2° de la nomenclature définie à l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Parallèlement, j'adresse à la mairie de Mazé-Milon une copie de votre déclaration. Une copie du récépissé sera affichée, par les soins de l'autorité municipale, pendant un mois à la mairie.

Je vous précise que ce récépissé ne saurait valoir autorisation au titre d'autres réglementations (urbanisme, monuments historiques, sites) en raison de la règle de l'indépendance des procédures.

Le technicien en charge du dossier demeure à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Pour le Préfet et par délégation
Le chef de l'unité protection et Police de l'eau


David MOUSSAY

